Conséquences pratiques : s'implanter à Singapour et y détenir une banque

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Choisir la bonne licence

Les réformes postérieures à 1998 ont créé la structure de licences à laquelle les banques étrangères ont encore affaire aujourd'hui. Une banque étrangère qui souhaite servir une clientèle de détail doit détenir une licence bancaire complète (full bank licence). Depuis 1999, ce type d'accès passe par la catégorie Qualifying Full Bank. La Monetary Authority of Singapore (MAS, l'autorité monétaire et de surveillance financière) attend des banques qui deviennent importantes pour le marché intérieur qu'elles constituent une filiale locale pour leurs activités de détail. Une banque qui sert une clientèle d'entreprises, d'institutionnels et de banque privée n'a généralement besoin que d'une licence de banque de gros (wholesale bank licence), car ses clients n'ont besoin ni de succursales ni de dépôts de détail en dollars de Singapour. Credit Suisse, par exemple, reçut les privilèges de banque de gros lors de la deuxième phase de 2001.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Le contrôle de l'actionnariat

Les seuils de 5, 12 et 20 % institués par les réformes régissent toujours l'acquisition de participations dans les banques constituées à Singapour, désormais aux sections 15A et 15B du Banking Act 1970 (la loi sur les banques).[1] La MAS a appliqué ces seuils strictement dès le départ. En 1999, le gestionnaire de fonds américain Brandes Investment Partners acquit pour ses clients 6,9 % de DBS Bank sans autorisation préalable. La MAS refusa une autorisation rétroactive et enjoignit à la société holding de la banque d'exiger du gestionnaire qu'il ramène sa participation sous 5 % dans un délai de trois mois, les droits de vote attachés aux actions excédentaires étant suspendus. La MAS annonça qu'elle n'examinerait aucune demande d'autorisation rétroactive de dépassement des seuils de 5, 12 et 20 %.[2] Le cas reste instructif pour les fonds et les family offices qui détiennent des actions bancaires cotées.

Liste de contrôle pour les banques et les investisseurs étrangers

- Déterminez si l'activité envisagée exige l'accès aux dépôts de détail en dollars de Singapour et à des succursales, ce qui suppose une licence complète ou Qualifying Full Bank, ou si une licence de banque de gros suffit.
- Attendez-vous à ce que la MAS exige la constitution d'une filiale locale pour les activités de détail dès qu'une banque devient importante pour le marché intérieur des dépôts.
- Surveillez les participations cumulées dans les banques constituées à Singapour et dans leurs sociétés holding, tous fonds et comptes clients confondus, et obtenez l'autorisation avant de franchir les seuils de 5, 12 ou 20 %, car la MAS n'accorde pas d'autorisation rétroactive.
- Tenez compte de la séparation des activités financières et non financières lors de la structuration d'un groupe bancaire, y compris du plafond de 10 % applicable aux activités non financières admissibles et de l'interdiction de la promotion immobilière.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

- Préparez-vous à une surveillance calibrée selon l'impact et le risque, dans laquelle le conseil d'administration et la direction générale portent la responsabilité première des contrôles et l'intensité de la surveillance dépend de la notation de l'établissement.
- Vérifiez les restrictions qui subsistent en matière de prêts en dollars de Singapour à des établissements financiers non résidents selon la MAS Notice 757 avant de structurer un financement en dollars de Singapour pour des entités offshore.

Notes

1. Banking Act 1970, section 15A, « Control of substantial shareholdings in banks incorporated in Singapore » (autorisation préalable du ministre pour devenir actionnaire important à compter du 18 juillet 2001) ; section 15B, « Control of shareholdings and voting power in banks incorporated in Singapore » (autorisation pour devenir 12% controller, 20% controller ou indirect controller, notions définies à la section 15B(3) et (5)) ; section 15D, « Power to exempt and make further transitional provisions » ; texte tel que reproduit sur lawplayer.com (consulté en novembre 2026), Singapore Statutes Online ayant refusé l'accès automatisé. ↩
2. MAS, « Press Statement on Brandes Investment Partners L.P. », 16 octobre 1999, mas.gov.sg : BIP détenait 6,9 % de DBS Bank le 6 août 1999 sans autorisation préalable, en violation de la section 17 du Banking Act ; autorisation rétroactive refusée ; injonction fondée sur la section 28(3) du MAS Act de ramener la participation sous 5 % dans un délai de trois mois ; droits de vote suspendus ; la MAS « will not consider applications for retrospective approvals to exceed the shareholding limits of 5%, 12% and 20% ». ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com